

Le gouvernement du Burundi accuse ICG de "servir les intérêts de l'opposition"

PANA, 25 mars 2012 Bujumbura, Burundi - "Pour une troisième fois, International Crisis Group (ICG) vient de sortir un rapport négatif sur une crise de corruption au Burundi qui cache mal sa détermination à dénigrer les institutions nationales, ternir l'image du pays et à le discréditer auprès de ses partenaires", a réagi le gouvernement burundais en réponse aux récentes critiques de cette organisation internationale d'alerte contre les crises dans le monde. Selon le gouvernement burundais, dans le premier rapport de l'ICG, "très négatif", produit le 12 février 2010, à la veille des élections générales du mois de mai de la même année, l'organisation minimisait la capacité des forces de sécurité burundaises à assurer la sécurisation des scrutins jusqu'à recommander l'envoi des troupes étrangères à venir leur place.

"Le deuxième rapport, aussi méprisant que le premier, a été sorti en date du 7 février 2011 où cette organisation critiquait les dernières élections au Burundi (pourtant reconnues et acceptées par les observateurs internationaux) et qualifiait la situation burundaise d'impasse politique, alors que le pays venait de se doter des institutions issues des dites élections", peut-on lire dans la déclaration du gouvernement. Le rapport produit ce 21 mars par l'ICG dénonce "la montée de la corruption" et la lecture qu'en fait le pouvoir en place au Burundi est que les conclusions sont "tendancieuses", ce qui constitue selon le gouvernement, "une fois de plus, la volonté délibérée de l'ICG et de ses complices politiciens infiltrés dans certaines associations de la Société civile burundaise, de saper les efforts jusqu'ici déployés par l'Etat pour relever un pays qui sort à peine d'une longue période de crise socio-économique". De l'avis de l'Etat burundais, l'organisation "ignore complètement toutes les initiatives prises par le gouvernement en matière de lutte contre la corruption et, à part les institutions mises en place, d'autres actions ont été menées, les plus récentes étant la réforme gouvernementale qui a été organisée dernièrement à l'initiative de l'Etat en collaboration avec Transparency International autour du thème de radicaliser le phénomène de corruption, ainsi qu'une autre rencontre qui a eu lieu récemment. Les Résultats Rapides en collaboration avec la Banque mondiale, toujours dans le souci d'aller de l'avant dans la bataille engagée contre la corruption". "En faisant un rapprochement des trois rapports, il y a lieu de conclure en quelque sorte que l'ICG roule pour les intérêts de certaines organisations travaillant étroitement avec l'opposition politique d'une manière déguisée depuis bientôt trois ans un processus visant la déstabilisation des institutions pour finalement récupérer un pouvoir que le peuple burundais a mis en place", conclut la déclaration du gouvernement burundais. Lire l'intégralité du Rapport de l'ICG